



COUPE DU MONDE 2018 BON BRASIER DE RUSSIE

La crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée ont déjà des répercussions dans le monde du football, où des voix s'élèvent pour que la Russie soit privée du Mondial 2018 ou pour appeler, au moins, à son boycott. Sous la pression internationale, la FIFA pourrait-elle revenir sur son choix ?

TEXTE ÉRIC CHAMPEL ET PHILIPPE AUCLAIR

La lettre a été postée à Washington début mars. Elle était signée par deux membres du Sénat américain, les républicains Mark Kirk et Dan Coats, respectivement représentants de l'Illinois et de l'Indiana. Son destinataire ? Le président de la FIFA, Sepp Blatter en personne, qui a pu lire ces lignes : « Au regard de l'occupation militaire par la Russie de l'Ukraine, pays souverain, nous vous demandons respectueusement de convoquer une réunion d'urgence de la FIFA pour envisager de suspendre la Russie de la FIFA, lui ôter le droit d'organiser la Coupe du monde 2018, et empêcher l'équipe nationale de Russie de participer à la prochaine Coupe du monde au Brésil. » Les deux politiciens américains n'ont pas manqué de rappeler au président de la FIFA l'existence d'un précédent. En mai 1992, alors que M. Blatter était secrétaire général de l'instance internationale, la Yougoslavie n'avait-elle pas été exclue des qualifications de la Coupe du monde 1994 en raison de la guerre dans les Balkans ? La FIFA nous l'a confirmé, le message a bien été reçu et il y a été répondu. Mais sans préciser les termes de la réponse. Le contenu n'est pas compliqué à extrapoler. La FIFA n'a pas pour habitude de mélanger sport et géopolitique et elle n'est pas adepte de l'ingérence. À l'époque, la mise à l'écart de la Yougoslavie faisait suite à une résolution de l'Organisation des Nations unies. Il n'y a aucune chance que ce soit le cas dans les prochaines semaines à propos de l'intervention russe en Ukraine. La Russie exercerait aussitôt son droit de veto au sein du Conseil de sécurité.

UNE RHÉTORIQUE DE GUERRE FROIDE. Les Russes ont déjà contre-attaqué, à leur façon, sous la forme d'un... courrier adressé au patron de la FIFA. Pour être l'exact contrepied de la démarche des Américains, il était signé par deux députés de Russie unie (le parti de Vladimir Poutine), Mikhaïl Markelov et Alexander Sidyakhine. Cette lettre substituait simplement le mot « États-Unis » à « Russie » et demandait l'exclusion de la Fédération US de la FIFA, ainsi que celle de son équipe nationale de la Coupe du monde 2014. Cette double sanction était destinée à punir les « violations des droits de l'homme dans le monde » des Américains et leur « agression contre plusieurs États souverains comme la Yougoslavie, l'Irak et la Libye ». Avec un peu de retard quand même... Cette rhétorique de guerre froide rappelle celle en vigueur en 1979 à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques. À l'époque, l'escalade verbale avait conduit au boycott des JO de Moscou en 1980 par 65 nations, dont les États-Unis. Quatre ans plus tard, dans un mouvement de balancier aujourd'hui dépassé, ceux de



POUR
L'INSTANT,
LE CONFLIT
RUSSO-AMERICAIN
SE DEROULE PAR
COURRIERS
INTERPOSES

MANIFESTATION ANTI-PUTINE 6.03.2014. PHOTO: M. G. M. / G. M. / G. M.

Los Angeles avaient été boudés par l'URSS et ses alliés du bloc de l'Est. Alors que la Russie a été exclue du G8 et que les pays membres de l'Union européenne étudient un éventail de sanctions économiques, de nombreuses personnalités ou associations sont convaincues qu'un boycott pourrait être une arme efficace. « Qu'un nombre important de pays décident de ne pas aller à la Coupe du monde en 2018 porterait plus atteinte au prestige des Russes que d'autres mesures », estime ainsi David Clark, président de la Russia Foundation, une organisation basée à Londres. En octobre dernier, Yaya Touré avait été la cible de chants racistes lors d'un match disputé au CSKA Moscou. Le milieu de terrain ivoirien de Manchester City avait alors déclaré que ne pas aller au Mondial était une possibilité si les Russes « ne mettaient pas de l'ordre dans leur maison ». Pour protester contre des nouvelles lois jugées discriminatoires prises par le gouvernement de Poutine, de nombreuses organisations gays avaient appelé – sans succès – au boycott des JO d'hiver de Sochi. Elles ont renouvelé cet appel à l'encontre de Rossya 2018. Plusieurs pétitions en ligne ont été lancées, dont la plus populaire a recueilli 25 000 signatures à ce jour.

LE RESENTIMENT DES ANGLAIS. Retraité de la politique mais toujours très populaire et médiatique, Daniel Cohn-Bendit est favorable à une telle initiative, du moins en ce qui concerne les qualifications, dont le tirage au sort sera effectué au mois de juillet 2015 (voir pages 42-43). Le leader de la contestation estudiantine lors de Mai 68 estime qu'il faut « émettre un signal fort pour dire qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir ». Les dirigeants du football français sont, eux, plus modérés. Noël Le Graët, le président de la Fédération, estime qu'un « boycott n'aurait pas de sens. Je parle à titre personnel, mais pour moi le sport doit rassembler et il ouvre des portes que n'ouvre pas la politique ». L'idée d'un retrait de la Coupe du monde à la Russie fait aussi son chemin, notamment au Royaume-Uni. Les instances du football britannique se refusent évidemment à tout commentaire sur la question. Mais, lors d'une émission de la BBC, le député travailliste Andy Burnham s'est montré plus loquace. Il a suggéré à la FIFA de « reconsidérer » sa décision d'attribuer le Mondial 2018 aux Russes. Son collègue chargé des Sports au sein du cabinet fantôme du Labor, Clive Efford, lui a fait écho. Il a estimé que la FIFA « se devait de discuter de plans d'urgence dans le cas d'une aggravation de la situation » en Ukraine et en Crimée. En clair, d'avoir une alternative à sa disposition. L'Angleterre n'a pas oublié son humiliation lors du vote de 2010. Candidate à l'organisation de la Coupe du monde 2018, elle avait été éliminée dès le premier tour après avoir obtenu seulement deux voix sur vingt-deux. Avec treize voix – contre sept à la candidature Espagne-Portugal –, la Russie avait été choisie dès le deuxième tour de scrutin. Plusieurs sujets de Sa Gracieuse Majesté continuent de soupçonner les Russes d'avoir utilisé des arguments plus que contestables pour convaincre le comité exécutif de la FIFA de privilégier leur dossier. Faut-il voir dans toutes ces prises de position l'occasion de se venger de ce camouflet, presque quatre ans plus tard ? Poussé dans ses retranchements par l'humoriste James Corden, David Cameron s'est ainsi récemment souvenu de la journée qui avait précédé le vote du 2 décembre. « Cela a été vingt-quatre heures de lobbying intensif, que le prince William, David Beckham et moi-même faisions ensemble, a-t-il raconté. Nous



VLADIMIR POUTINE, AV-IC ICI (À SA DROITE) VITALI MOUTKO, SON MINISTRE DES SPORTS

pensions faire des progrès. Mais je pense que tout ça était, choisissons les mots avec soin, je dirais réglé avant que nous arrivions. » Quelques jours plus tôt, le Premier ministre britannique avait espéré que les instances concernées « voudront examiner les preuves », sous-entendu de l'invalidité du processus de désignation ayant conduit à la victoire des Russes.

VITALI MOUTKO, ADEPTE DU DOUBLE JEU. Sepp Blatter l'a lui-même reconnu. Ce double vote était « une grossière erreur ». La désignation le même jour et au même endroit des pays hôtes des Coupes du monde 2018 et 2022 a favorisé les arrangements entre amis et entre membres du comité exécutif, à la fois juge et partie. Président de la

chambre d'investigation de la commission d'éthique de la FIFA,

Michael Garcia enquête depuis plusieurs mois sur les circonstances de la désignation de la Russie et du Qatar pour 2022. Il y a dix jours, il s'est invité au comité exécutif de la FIFA. Il a auditionné les douze membres encore en poste, dont Sepp Blatter et Michel Platini. Selon plusieurs sources, cette intervention surprise a provoqué la colère de plusieurs hauts dignitaires de la FIFA, qui ont milité pour que l'ancien procureur du district de New York soit dessaisi de cette affaire. Parce qu'il serait à la solde des

Américains, comme ils l'ont prétendu, ou bien parce qu'ils ont des choses à se reprocher ? La réponse est facile à deviner et pourrait marquer un tournant.

Soutenu par Blatter, déterminé à aller au bout de sa mission et insensible aux manœuvres d'intimidation, Michael Garcia rendra ses conclusions au début de l'automne. Elles pourraient comporter un chapitre sur un certain Vitali Moutko. Ancien président de la Fédération russe, il est aujourd'hui ministre des Sports et très proche de Poutine. Et il a conservé son siège au sein du comité exécutif, d'où un réel risque de conflit d'intérêts.

**LES HUMILIÉS
DU VOTE DE 2010
PRÉPARENT LEUR
REVANCHE**

« Poutine mise beaucoup sur la Coupe du monde »

Julien Nocetti, chercheur au centre Russie de l'Institut français des relations internationales (IFRI), explique pourquoi le Mondial 2018 est un enjeu majeur pour l'homme fort du Kremlin.

« Il va être intéressant de voir comment la FIFA va réagir face à cette situation. Il est trop tôt pour parler d'éventuelles concessions de Vladimir Poutine. Ce n'est pas son genre de céder. Il cultive une image de dirigeant à poignée, ferme et viril. Si la Russie devait lâcher du lest, ce serait plus tard. Poutine sort des Jeux de Sochi, qui ont été une réussite pour lui. Si elles intervenaient maintenant, des menaces de boycott ou de sanctions sportives

n'auraient pas tellement d'impact. À ce stade de la crise, il faut laisser faire la diplomatie et la politique. Mais si ces menaces se répétaient dans les mois ou les années à venir, elles pourraient obliger Poutine à y réfléchir à deux fois. C'est un enjeu très important pour lui, une question de prestige et d'image positive. Les Russes ont dépensé des sommes colossales dans le soft power, dont le sport est le vecteur privilégié. Poutine mise là-dessus pour se démarquer des années 90 et des années

Eltisine. Il veut démontrer que la Russie est un pays sain et pas ravagé par l'alcoolisme, même si on est là dans le cliché. Le sport est aussi un accélérateur de cohésion sociale, d'où des investissements dans le foot et dans une écurie de F1 (NLDL : Marussia). Et puis, retirer l'organisation de la Coupe du monde 2018 à la Russie toucherait la fierté nationale. Le sentiment patriotique est très fort en Russie. À un moment ou à un autre, Poutine sera obligé de réagir. » ■ E.C.